



ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
MANDATAIRES AD HOC
CONCILIATEURS

ASSOCIES

Erwan MERLY
César HUBBEN
Dorian LEGOUT

Mandat confié à Maître Dorian LEGOUT
Suivi au bureau de CAEN

Rapport établi en application de l'article R. 621-20 du Code de commerce
Bilan Economique, Social et Environnemental

SARL LETOURNEUR DAVID

Juridiction	Tribunal de commerce de CHERBOURG
Procédure	Redressement Judiciaire
Date d'ouverture	27 avril 2026
Fin de la période d'observation	27 octobre 2026
Juge-Commissaire	Monsieur Hervé DANSE
Juge-Commissaire suppléant	Monsieur Francis BUCCI
Administrateur judiciaire	SELAS AJIRE – Maître Dorian LEGOUT <i>Mission : assistance</i>
Mandataire judiciaire	SELARL SBCMJ Maître Bruno CAMBON
Chargé d'inventaire	SELARL ALLIANCE JUSTICIA
Représentant légal	Monsieur David LETOURNEUR Gérant
Représentant des salariés	Procès-verbal non communiqué

Adresse de correspondance
AJIRE CAEN
15 Boulevard Bertrand
14000 CAEN

etude.caen@ajire.eu
Tél. 02 31 06 04 55

NORMANDIE - BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE - NOUVELLE-AQUITAINE
SELAS AJIRE | ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES INTERVENANT A LA
RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES | Siège social : Immeuble le Magister 6
Cours Raphaël Binet 35000 Rennes

SARL LETOURNEUR DAVID

Dénomination	SARL LETOURNEUR DAVID
Capital	5 000,00 €
Répartition du capital	Monsieur David LETOURNEUR 100 %
Activité	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment.
Siège social	Le Haut Gelé 50310 – MONTEBOURG
Situation locative	Locataire (bailleur tiers)
n° RCS	831 749 114
Date d'immatriculation	12 septembre 2017
Code APE	43.99C
Expert-comptable	TGS France – Madame Stéphanie VALOGNES

SARL LETOURNEUR DAVID

Synthèse

Activité ▶ La société SARL LETOURNEUR DAVID diligente une activité de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment.
▶ Implantation : MONTEBOURG
▶ Zone d'intervention : NORMANDIE

Effectif au jour du RJ 7 salariés
Effectif à ce jour 7 salariés

Informations financières

<i>en K€</i>	30/09/2023	30/09/2024	30/09/2025
<i>Actif</i>			
Immobilisé	34	43	36
Circulant	209	235	79
Total	243	278	115
<i>Passif</i>			
Capitaux propres	44	55	(- 43)
Dettes LT	14	18	7
Dettes CT	185	205	151
Total	243	278	115
<i>durée en mois</i>	12	12	12
CA	812	866	693
EBE	16	29	(- 67)
REX	14	18	(- 81)
RCAI	12	15	(- 83)
RN	11	11	(- 83)

Origine des difficultés ▶ Départs de salariés qualifiés ;
▶ Surcoûts liés à la mauvaise exécution d'un chantier ;
▶ Les tensions de trésorerie causées par les délais de paiement ;
▶ Crise du secteur du bâtiment.

Déroulement de la période d'observation Un appel d'offres en plan de cession a été initié à la demande de la direction de la société dès l'ouverture de la procédure de Redressement Judiciaire, a minima à titre conservatoire, afin de tenter de sauvegarder les activités et les emplois.

La date limite de dépôt des offres a été fixée au 18 juin 2026 à 12 H 00.

A l'aune du montant du passif qui sera déclaré, la direction de la société n'exclue pas la présentation d'un projet de plan de redressement.

Perspectives / Avis AJ A ce stade de la période d'observation, la société SARL LETOURNEUR DAVID dispose, sous toutes réserves, d'une trésorerie suffisante à court terme pour faire face à ses échéances courantes selon les prévisions communiquées. Un point d'étape à l'aune du mois de septembre 2026 pourrait toutefois être opportun afin de s'assurer de l'évolution de la trésorerie et évoquer l'émergence d'éventuelles offres de reprise sérieuses, financées et juridiquement recevables.

SARL LETOURNEUR DAVID

1. Activité	5
1.1. Domaines d'activité	5
1.2. Moyens de production	5
1.3. Clients	5
1.4. Fournisseurs	5
1.5. Situation de la société sur son marché	6
2. Situation sociale	6
2.1. Effectif	6
2.2. Instances représentatives du personnel	6
2.3. Conventions collectives	6
3. Origine des difficultés	7
4. Informations financières	8
4.1. Présentation des derniers exercices clos	8
5. Situation patrimoniale	11
5.1. Situation active / passive issue de la déclaration de cessation des paiements	11
5.2. Précisions sur l'actif	11
5.3. Précisions sur le passif	11
6. Juridique	12
6.1. Constitution	12
6.2. Evolution juridique de la société	12
6.3. Situation actuelle	12
6.4. Organigramme juridique	14
6.5. Dettes et créances intra-groupe à l'ouverture de la procédure	14
6.6. Sûretés	14
6.7. Bail	14
6.8. Contentieux en cours	15
6.9. Situation environnementale	15
7. Déroulement de la période d'observation et perspectives	16
7.1. Actions engagées depuis l'ouverture de la procédure	16
7.2. Situation de trésorerie à l'ouverture de la procédure et évolution	17
7.3. Prévisions d'exploitation et de trésorerie	18
7.4. Perspectives	19
8. Conclusion et avis de l'Administrateur Judiciaire	20

1. Activité

La présentation de l'activité ci-dessous résulte des informations communiqués par la direction de la société ainsi que des recherches de l'Administrateur Judiciaire.

1.1. Domaines d'activité

La société SARL LETOURNEUR DAVID exerce une activité de maçonnerie générale dans le secteur du bâtiment. Elle réalise des travaux de gros œuvre, de rénovation et d'extension de bâtiments. Son activité comprend également des travaux de rénovation de pierres et de joints.

1.2. Moyens de production

La société SARL LETOURNEUR DAVID est implantée à MONTEBOURG et intervient principalement dans un rayon d'environ 30 kilomètres autour de son siège.

Pour l'exécution de ses chantiers, la société dispose du matériel nécessaire à son activité de maçonnerie, comprenant notamment des camions, échafaudages, perforateurs, disquieuses, burineurs et bétonnières.

La société est composée de cinq salariés et d'un apprenti affectés aux activités de maçonnerie et d'une salariée chargée du secrétariat.

La société dispose d'un savoir-faire en maçonnerie traditionnelle et en gros œuvre pour la réalisation de travaux de construction neuve et de rénovation.

La direction de la société indique que la société ne détient aucune marque ni brevet.

1.3. Clients

La société SARL LETOURNEUR DAVID exerce son activité principalement auprès d'une clientèle de particuliers. Les prestations sont réalisées sur la base de devis préalablement acceptés par les clients.

Selon les indications de la direction de la société, le développement de l'activité repose essentiellement sur la notoriété acquise par l'entreprise ainsi que les recommandations de sa clientèle.

Les clients sont majoritairement situés dans le nord du département de LA MANCHE.

1.4. Fournisseurs

Selon les indications de la direction de la société, l'approvisionnement de la société est assuré principalement auprès de la société POINT.P pour les matériaux nécessaires à l'exercice de son activité.

1.5. Situation de la société sur son marché

À l'échelle locale, la société SARL LETOURNEUR DAVID évolue sur un marché concurrentiel composé principalement d'entreprises de maçonnerie générale et de gros œuvre implantées dans le secteur du NORD-COTENTIN.

D'après le centre d'études XERFI, le bâtiment est une filière de poids dans l'économie française avec 440 000 entreprises et 1,75 million d'actifs en 2024. D'après la Fédération française du bâtiment, la filière dans son ensemble a réalisé 208 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2024. Les majors françaises VINCI, BOUYGUES et EIFFAGE comptent parmi les 4 principaux groupes européens de la construction. En FRANCE, elles réalisent une part importante des chantiers de grande envergure. Leurs principaux challengers sont des acteurs indépendants, présents sur la plupart des segments d'activité, à l'image de FAYAT, SPIE BATIGNOLLES, Groupe GCC, DEMATHIEU BARD ou LEON GROSSE. Les spécialistes des services énergétiques comme SPIE, SNEF, ENGIE et Groupe HERVE occupent également des places de choix dans la filière.

Le secteur du bâtiment évolue toutefois dans un contexte de crise. Il est marqué par une forte instabilité liée à la baisse de la demande en logement, à la hausse des coûts des matériaux et de l'énergie, ainsi qu'à l'augmentation des taux d'intérêt. Ces facteurs entraînent un durcissement des conditions d'accès au crédit et un report ou une annulation de certains projets de construction, ce qui pèse sur l'activité des entreprises du secteur.

2. Situation sociale

2.1. Effectif

A l'ouverture de la procédure, la société LETOURNEUR DAVID employait 7 salariés.

L'effectif est inchangé à ce jour et se compose comme suit :

Maçon	4
Manoeuvre maçonnerie	1
Secrétaire administrative	1
Apprenti maçon	1

2.2. Instances représentatives du personnel

Les conditions d'effectif fixées par l'article L. 2311-2 du Code du travail ne sont pas atteintes de sorte que la société n'est pas dotée d'un Conseil Social et Economique.

Pour les besoins de la procédure, Monsieur Ludovic LEVAUFRE a été désigné en qualité de représentant des salariés.

2.3. Conventions collectives

La société est soumise aux conventions collectives suivantes :

- Convention collective bâtiment jusqu'à 10 salariés - IDCC 1596 ;
- Convention collective bâtiment ETAM - IDCC 2609.

3. Origine des difficultés

Selon les informations portées à la connaissance de l'Administrateur Judiciaire, les difficultés rencontrées par la société SARL LETOURNEUR DAVID seraient notamment en lien avec :

➤ **Des départs de salariés qualifiés :**

La société a été confrontée à d'importants départs de personnel au cours de l'année 2024. Selon les informations communiquées, 14 salariés auraient successivement démissionné à compter de 2024, affectant significativement l'organisation et la capacité opérationnelle de la société.

Cette situation a entraîné des répercussions directes sur l'exécution des chantiers en cours. Certains travaux, pourtant engagés ou programmés, ont rencontré des difficultés d'achèvement en raison du manque de personnel, retardant ainsi leur réception et leur facturation. Ces retards ont contribué à la dégradation de la situation de trésorerie de la société.

Par ailleurs, le poids de la masse salariale a constitué un facteur de difficulté supplémentaire dans un contexte de baisse d'activité.

➤ **Les surcoûts liés à la mauvaise exécution d'un chantier :**

Selon les informations communiquées, un chantier n'aurait pas été réalisé conformément aux attentes et aurait nécessité une reprise intégrale aux frais de la société. Le coût de cette reprise est évalué à environ 27 000 €, venant grever la rentabilité de l'exploitation et accentuer les tensions de trésorerie.

➤ **Les tensions de trésorerie causées par les délais de paiement :**

Selon les informations communiquées, la clientèle de la société est essentiellement composée de particuliers, induisant un allongement des délais de paiement et une augmentation non financée du besoin en fonds de roulement en lien avec l'insuffisance de fonds propres.

➤ **La crise du secteur du bâtiment :**

Le secteur du bâtiment évolue dans un contexte de crise. Le secteur est marqué par une forte instabilité liée à la baisse de la demande en logement, à la hausse des coûts des matériaux et de l'énergie, ainsi qu'à l'augmentation des taux d'intérêt. Ces facteurs entraînent un durcissement des conditions d'accès au crédit et un report ou une annulation de certains projets de construction, ce qui pèse sur l'activité des entreprises du secteur.

4. Informations financières

Tenue de la comptabilité	Expert-comptable
Expert-comptable	TGS FRANCE
Date de clôture des comptes	30/09/N
Bilans remis	2023 – 2024 - 2025

4.1. Présentation des derniers exercices clos

4.1.1. Structure du bilan

La structure du bilan de la SARL LETOURNEUR DAVID se présente comme suit :

Evolution de la structure du bilan			
(en K€)	30/09/2023	30/09/2024	30/09/2025
Capitaux propres	44	55	-46
Quasi fonds propres			3
Dettes financières stables	14	18	7
Provisions pour risques et charges			
Capitaux permanents	58	73	-36
Immobilisations nettes	34	43	36
Fonds de roulement	24	29	-72
Stocks	4	7	4
Besoin en fonds de roulement	27	14	-53
Trésorerie structurelle	-3	16	-18

Une forte dégradation des capitaux propres est constatée entre 2024 et 2025 (- 101 K€), en lien notamment avec la perte nette de l'exercice 2025 non recapitalisée et une diminution des réserves.

Le fonds de roulement ne permet pas de couvrir le besoin en fonds de roulement, ce qui induit une trésorerie structurelle négative à hauteur de (-18 K€) sur l'exercice 2025.

4.1.2. Synthèse des derniers bilans

Selon les derniers bilans communiqués, l'actif et le passif comptables se résument comme suit :

SYNTHESE ACTIF / PASSIF

A C T I F				P A S S I F			
(en K€)	2023 30/09	2024 30/09	2025 30/09		2023 30/09	2024 30/09	2025 30/09
Capital non appelé / versé				Capital social	5	5	5
Brevets, concessions				Primes d'émission			
Fonds commercial	18	18	18	Réserves	28	39	32
Divers				R.A.N			
INCORPOREL	18	18	18	Résultat exercice	11	11	(- 83)
Terrains & Constructions				Subv. + avances reg.			
Matériel exploitation	12	24	17	Provisions réglementées			
Autres	5	2	2	CAPITAUX PROPRES	44	55	(- 46)
CORPOREL	16	26	18	Prov. risques & charges			
Participations				Emprunts	14	18	7
Autres immobilisations				Emprunts obligataires			
FINANCIER				DETTES LT	14	18	7
ACTIF IMMOBILISE	34	43	36	C/C Associés			3
Stocks Matières	4	7	4	CAPITAUX PERMANENT	58	73	- 36
Stocks produits finis				Dettes bancaires CT	3		18
En-cours de production				Fournisseurs	64	49	53
Compte Client	178	166	62	Dettes sociales et fiscales	52	63	77
Autres créances	24	40	5	Autres dettes	65	93	3
Trésorerie		16	0	Prod. const. d'avance			
Charges const. d'avance	4	6	8	DETTES COURT TERME	185	205	151
ACTIF CIRCULANT	209	235	79	Autres comptes			
Autres comptes				TOTAL PASSIF	243	278	115
TOTAL ACTIF	243	278	115				

Passif :

Une forte dégradation des capitaux propres est constatée entre 2024 et 2025 (- 101 K€), en lien notamment avec la perte nette de l'exercice 2025 non recapitalisée et une diminution des réserves.

Le passif de la société fait apparaître une dette en compte-courant d'associé à l'égard de Monsieur LETOURNEUR à hauteur de 3 K€.

Les dettes bancaires court terme ont augmentés, passant de 3 K€ en 2023 à 18 K€ en 2025, soit une augmentation à hauteur de 15 K€.

Les autres dettes diminuent de 62 K€ sur la période.

Actif :

Les créances clients ont diminué de 104 K€ entre 2024 et 2025.

La trésorerie est nulle au 30 septembre 2025

4.1.3. Soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion se présentent comme suit :

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

(en K€)	30/09/2023		30/09/2024		30/09/2025	
<i>durée en mois</i>	12		12		12	
VENTE DE MARCHANDISES (I)	0		0		0,0%	
- achats de marchandises						
- variation de stocks marchandises						
MARGE COMMERCIALE	0		0		100,0%	
PRODUCTION VENDUE (II)	812	100,0%	865	100,0%	693	100,0%
+ production stockée						
+ production immobilisée						
= Production de l'exercice	812		865		693	
- Achats matières et appro.	224	27,6%	260	30,1%	169	24,3%
- variation de stocks de MP	0	0,0%	- 3	-0,4%	3	0,4%
- sous traitance directe	88	10,9%	26	3,0%	18	2,6%
MARGE BRUTE SUR PRODUCTION	499	61,5%	582	67,3%	504	72,7%
CA HT TOTAL (I)+(II)	812		866		693	
MARGE BRUTE GLOBALE	499	61,5%	582	67,3%	504	72,7%
- autres achats et charges externes (*)	169	20,8%	201	23,3%	201	28,9%
<i>dont loyers crédit-bail:</i>	22	2,8%	54	6,2%	65	9,4%
VALEUR AJOUTEE	330	40,7%	381	44,0%	303	43,7%
+ subventions d'exploitation					6	0,8%
- impôts et taxes	4	0,5%	5	0,6%	5	0,7%
- salaires et traitements	235	29,0%	259	29,9%	273	39,3%
- charges sociales	75	9,2%	88	10,2%	98	14,2%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	16	2,0%	29	3,3%	(-67)	-9,6%
+ reprises sur amort. et prov.	10	1,2%	9	1,0%	0	0,0%
+ autres produits	0	0,0%	1	0,1%	0	0,0%
+ transfert de charges d'exploitation						
- dotations aux amortissements	11	1,4%	15	1,7%	13	1,9%
- dotation aux provisions						
- autres charges	1	0,1%	6	0,6%	1	0,2%
RESULTAT D'EXPLOITATION	14	1,8%	18	2,1%	(-81)	-11,6%
+ produits financiers divers						
+ reprises sur provisions financières						
- charges financières diverses	2	0,2%	3	0,3%	2	0,4%
- dot. financières aux amort. et prov.						
RESULTAT COURANT	12	1,5%	15	1,8%	(-83)	-12,0%
+ produits exceptionnels divers					0	0,0%
+ reprises sur provisions excep.						
- charges exceptionnelles diverses	0	0,0%	2	0,3%	0	0,0%
- dotations excep. aux amort. et prov.						
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(-0)	0,0%	(-2)	-0,3%	0	0,0%
- participation des salariés						
- Impôt sur les sociétés	1	0,2%	2	0,3%		
RESULTAT NET COMPTABLE	11	1,3%	11	1,2%	(-83)	-11,9%
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	12	1,5%	16	1,9%	(-70)	-10,1%
EFFECTIFS MOYENS	11		10		8	

(*) hors sous traitance

Le chiffre d'affaires de la société a diminué à hauteur de 119 K€ entre 2023 et 2025.

La valeur ajoutée ne permet pas de couvrir la masse salariale chargée à hauteur de 371 K€, ce qui entraîne une insuffisance brute d'exploitation de (67 K€).

Des pertes nettes à hauteur de (83 K€) sont observées sur l'exercice 2025, soit une diminution du résultat net à hauteur de 94 K€ entre 2023 et 2025.

5. Situation patrimoniale

5.1. *Situation active / passive issue de la déclaration de cessation des paiements*

La déclaration de cessation des paiements ne fait pas état de la situation active / passive.

5.2. *Précisions sur l'actif*

Immobilisations corporelles et Stocks

L'Administrateur Judiciaire n'a pas été destinataire de l'inventaire établi par le Commissaire de Justice à date du présent rapport.

5.3. *Précisions sur le passif*

Le délai de déclaration des créances entre les mains du Mandataire Judiciaire n'est pas expiré à ce jour (publication du jugement d'ouverture au Bodacc : 30 avril 2026 ⇨ Expiration du délai de déclaration : 30 juin 2026).

L'état de passif provisoire communiqué par le Mandataire Judiciaire en date du 9 juin 2026 se résume comme suit :

Libellé	Total	Nb	Echu: super privilégié	Echu: privilégié	Echu: chirographaire	Provisionnel: privilégié	Provisionnel: chirographaire	À échoir: privilégié	À échoir: chirographaire	Eventuel
Passif estimé par le débiteur	101 862.07	39			101 862.07					
Passif déclaré	234 151.40	38		22 877.00	54 494.68	40 302.00	296.56		116 181.16	

Sous réserve des observations du Mandataire Judiciaire, le passif déclaré à date intègre notamment :

- 95 K€ au titre de contrats de crédit-bail ;
- 57 K€ au titre du passif fiscal/social ;
- 13 K€ de dettes bancaires.

6. Juridique

La présentation historique et juridique présentée ci-dessous résulte des documents et informations communiqués par la direction de la société ainsi que des recherches de l'Administrateur Judiciaire.

6.1. *Constitution*

La société a été constituée en 2017 sous la dénomination « EURL LETOURNEUR DAVID », immatriculée au RCS de CHERBOURG sous le numéro 831 749 114, avec un siège social initial fixé sis Le Gravier à VALOGNES (50700).

6.2. *Evolution juridique de la société*

L'évolution juridique de la société SARL LETOURNEUR DAVID se présente comme suit :

- 2017 Constitution de la société SARL LETOURNEUR DAVID.
Le siège social initial de la société est fixé sis Le Gravier à VALOGNES (50700).
Le capital social initial est fixé à 5 000 €, divisé en 500 parts de 10 € chacune.
Nomination de Monsieur David LETOURNEUR en qualité Gérant.
- 2020 Transfert du siège social au 27 Le Bourg à SAINT-JOSEPH (50700).
- 2025 Transfert du siège social au 19 Avenue Gaston Doumergue à SAINT-JOSEPH (50700).
- 2026 Transfert du siège social à Le Haut Gelé à MONTEBOURG (50310).

6.3. *Situation actuelle*

6.3.1. *Présentation et identité du dirigeant*

Monsieur David LETOURNEUR est le Gérant de la société SARL LETOURNEUR DAVID.

Nom	LETOURNEUR
Prénom	David
Age	48 ans
Formation	CAP Carreleur CAP Maçonnerie

6.3.2. *Précision de l'objet social de la société*

La société LETOURNEUR DAVID a pour objet :

« Maçonnerie, carrelage, isolation, charpente, menuiserie, maîtrise d'œuvre,

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe. »

6.3.3. Implantation du siège social de la société

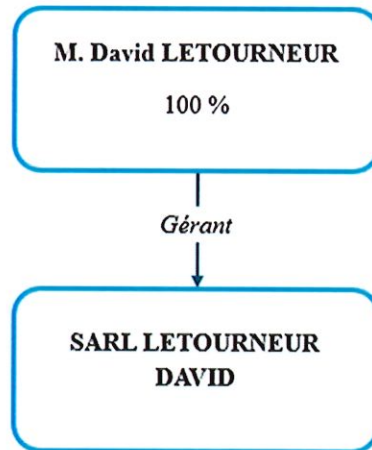
La société SARL LETOURNEUR DAVID a son siège social sis Le Haut Gelé à MONTEBOURG (50310) :



Source : Google Maps

6.4. Organigramme juridique

L'organigramme juridique de la société peut être présenté comme suit :



6.5. Dettes et créances intra-groupe à l'ouverture de la procédure

L'Administrateur Judiciaire a sollicité un état des dettes et créances intra-groupe au jour de l'ouverture de la procédure et a invité le dirigeant à procéder aux déclarations de créances correspondantes.

Au 30 septembre 2025, la société SARL LETOURNEUR DAVID était débitrice d'un compte-courant d'associé de Monsieur LETOURNEUR à hauteur de 3 112,16 €.

6.6. Sûretés

D'après les informations portées à la connaissance de l'Administrateur Judiciaire, l'actif suivant serait grevé d'une sûreté :

Créancier	Sûreté inscrite	Date d'inscription	Montant
CREDIT MUTUEL DE VALOGNES	Nantissement sur fonds de commerce	6 avril 2024	20 000,00 €

6.7. Bail

Les locaux d'exploitation sont occupés au titre d'un bail :

Adresse	MONTEBOURG (50310) – Le Haut Gelé
Propriétaire	Monsieur Emmanuel LACOTTE
Superficie	475 m ²
Usage	Commercial
Type de bail	Bail dérogatoire de courte durée
Date de signature	1 ^{er} février 2026
Loyer HT HC	1 200 € / mois
Dépôt de garantie	2 400 €

6.8. Contentieux en cours

D'après les informations portées à la connaissance de l'Administrateur Judiciaire, la SARL LETOURNEUR DAVID ne serait partie à aucune instance.

6.9. Situation environnementale

L'Administrateur Judiciaire a invité le dirigeant à compléter et à retourner le bilan environnemental et a sollicité des administrations compétentes (DREAL, Mairie et Préfecture) la transmission de toutes informations utiles concernant la situation de la SARL LETOURNEUR DAVID au regard de la réglementation destinée à la protection de l'environnement.

Dans l'attente d'une réponse, l'Administrateur Judiciaire a procédé à des recherches complémentaires sur les sites dédiés du ministère de l'Environnement, à savoir :

- <https://www.georisques.gouv.fr>
- <https://erial.georisques.gouv.fr>
- <https://www.manche.gouv.fr>

La société SARL LETOURNEUR DAVID n'y apparaît pas comme concernée par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'Administrateur Judiciaire a invité le dirigeant à compléter et à retourner le bilan environnemental.

7. Déroulement de la période d'observation et perspectives

7.1. *Actions engagées depuis l'ouverture de la procédure*

Dès sa désignation, l'Administrateur Judiciaire et ses équipes ont sollicité la communication de documents comptables, juridiques et économiques afin d'analyser la situation de l'entreprise dans le contexte des difficultés rencontrées et initier avec la direction des diligences à mettre en œuvre pour permettre à la SARL LETOURNEUR DAVID de se maintenir en période d'observation.

De nombreux échanges se tiennent quotidiennement entre l'Administrateur Judiciaire, ses équipes et la direction de la société pour traiter l'ensemble des sujets et problématiques rencontrés depuis l'ouverture de la procédure.

S'agissant de l'exploitation, le nécessaire a été fait, dès l'ouverture de la procédure, pour clôturer les comptes bancaires de la société et ouvrir un compte bancaire « Redressement Judiciaire ».

7.1.1. *Préservation des contrats nécessaires à l'activité*

L'Administrateur Judiciaire a été mis en demeure d'avoir à se prononcer, sur le fondement de l'article L. 622-13 du Code de commerce, sur la poursuite des contrats suivants :

Nom	Type	Obs.	Date	Etat
GRENKE LOCATION	Contrat de location	Contrat n° 169-014736 (24FR05) Système Vidéo	Décision poursuite : 10/06/2026	Poursuivi
LOCAM SAS	Location longue durée	Contrat n°1756978 portant sur lot échafaudage Layher	Décision poursuite : 10/06/2026	Poursuivi
SMABTP RENNES	Contrat d'assurance	Contrat n° H54034F 1 BATIENGAGEMENT ILA 5626 000/1 645726 / ENG SOC ENTR DU BTP 9703 000/1 649939	Décision poursuite : 10/06/2026	Poursuivi
LEASECOM	Location longue durée	Burineurs	18/06/2026	Attente réponse débiteur

7.1.2. Traitement des actions en revendication

L'Administrateur Judiciaire a été saisi des actions en revendication suivantes :

Nom	Date	Obs.	Saisine JC	Position
GRENKE LOCATION	Acquiescement : 10/06/2026	Reconnaissance de propriété	Non	Acceptation
LOCAM	Acquiescement : 10/06/2026	Reconnaissance de propriété	Non	Acceptation
LEASECOM	18/06/2026	Reconnaissance de propriété	Non	Attente réponse débiteur

7.1.3. Assurances

Dès sa désignation, l'Administrateur Judiciaire a invité à justifier que l'ensemble des risques inhérents à l'activité étaient couverts.

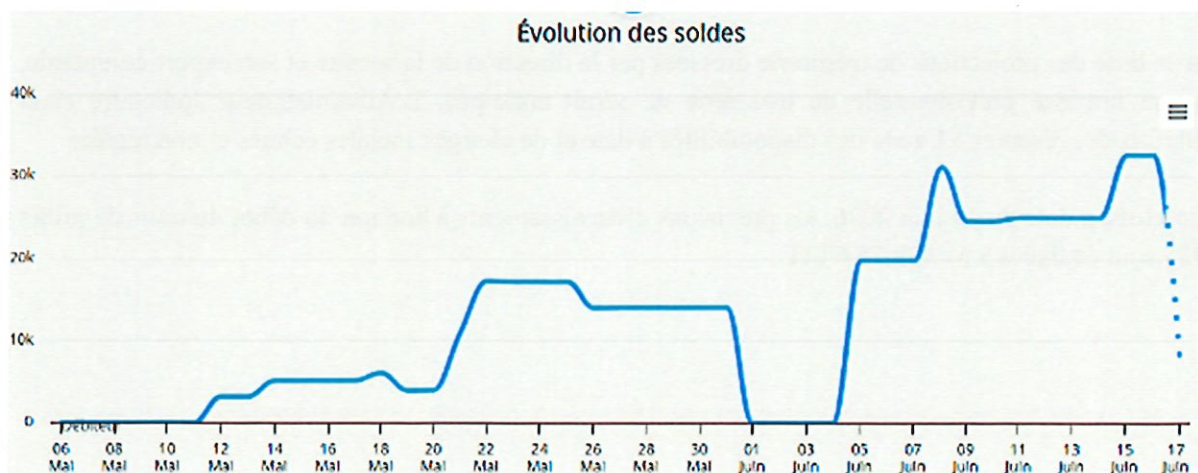
D'après les éléments communiqués par le débiteur, la société est titulaire de la police d'assurance suivante :

Police	MULTIRISQUE DES PROFESSIONNELS DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
Compagnie	MAAF ASSURANCES
Observations	Contrat en cours poursuivi

7.2. Situation de trésorerie à l'ouverture de la procédure et évolution

Au 17 juin 2026, le solde de trésorerie de la société SARL LETOURNEUR DAVID s'élevait à 32.660,04 €.

Pour la parfaite information du Tribunal, l'évolution de la trésorerie au cours de la période d'observation peut être présentée comme suit :



7.3. Prévisions d'exploitation et de trésorerie

Dès sa désignation, l'Administrateur Judiciaire a sollicité la production des prévisions d'exploitation et de trésorerie de la société sur la période d'observation.

L'Administrateur Judiciaire n'a réceptionné que les prévisions de trésorerie suivantes :

En K€	01/06/2026	01/07/2026	01/08/2026	01/09/2026	01/10/2026	01/11/2026
Trésorerie début de période avant fin.	-10 839,76	73 204,27	89 004,11	67 439,04	88 470,15	75 192,55
Virements - chèques	124 868,81	50 567,08	5 343,00	54 491,20	18 078,23	
Dailly - Factor						
Encaissements d'exploitation	124 868,81	50 567,08	5 343,00	54 491,20	18 078,23	0,00
Achats matières	15 000,00	15 000,00	5 000,00	15 000,00	15 000,00	
Loyer locaux	1 440,00	1 440,00	1 440,00	1 440,00	1 440,00	
Location - crédit-bail	5 986,61	6 672,17	5 592,17	5 592,17	5 592,17	
Achats et charges externes	8 057,00	4 504,00	4 445,00	3 618,00	4 258,00	
Salaires nets	11 350,74	11 350,74	11 350,74	11 350,74	11 350,74	
Charges sociales salariales	3 613,00	3 086,44	3 511,00	3 365,25	2 776,94	
Charges sociales patronales	7 493,62	7 640,05	1 595,00	6 622,35	6 920,15	
Salaire gérant	1 700,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00	
Charges sociales gérant	2 480,00	3 484,00	3 484,00	3 484,00	3 484,00	
Impôts et taxes	51,00	105,00	22,33	66,00	66,00	
TVA à décaisser	6 079,42	2 097,01	0,00	2 453,75	0,00	
Décaissements d'exploitation	40 824,78	34 767,24	26 908,07	33 460,09	31 355,83	0,00
CIR						
CICE						
Flux de trésorerie d'exploitation	84 044,03	15 799,84	-21 565,07	21 031,11	-13 277,60	0,00
Cessions d'actifs						
Investissement						
Flux d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits exceptionnels						
Charges exceptionnelles						
Flux exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Nouveaux financements						
Remboursement prêts (capital + intérêts)						
Flux financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IS						
Décaissements autres (à préciser)						
Encaissements autres (à préciser)						
Flux de trésorerie période	84 044,03	15 799,84	-21 565,07	21 031,11	-13 277,60	0,00
Solde de trésorerie	73 204,27	89 004,11	67 439,04	88 470,15	75 192,55	75 192,55

Sur la base des projections de trésorerie dressées par la direction de la société et son expert-comptable, aucune impasse prévisionnelle de trésorerie ne serait anticipée. L'Administrateur Judiciaire émet toutefois des réserves à l'aune des disponibilités à date et de charges sociales échues et non réglées.

Toutefois, à date du 19 juin 2026, les prévisions d'encaissements à horizon du début du mois de juillet 2026 sont évaluées à 61 432,75 €TTC.

7.4. Perspectives

Un appel d'offres en plan de cession a été initié à la demande de la direction de la société dès l'ouverture de la procédure de Redressement Judiciaire, *a minima* à titre conservatoire, afin de tenter de sauvegarder les activités et les emplois.

L'appel d'offres suivant a été publié par voie de presse et internet :

 Dorian LEGOUT Administrateur Judiciaire associé Rennes – Lorient – Caen La Roche sur Yon – Nantes La Rochelle – Le Mans Dossier suivi par : Benjamin VARIN Maître Dorian LEGOUT A.J.I.R.E. 15 Boulevard Bertrand 14000 CAEN Tel : 02 31 06 04 55	RECHERCHE DE REPRENEURS EN PLAN DE CESSIION Entreprise spécialisée dans les travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment Chiffre d'affaires au 30/09/2025 : 693 K€ EBITDA au 31/09/2025 : (68 K€) Effectif : 6 ETP Implantation : Normandie Date limite de dépôt des offres : 18 juin 2026 à 12 H 00 Contact : etude.caen@ajire.eu (Accès donné au dossier de présentation sur demande écrite et motivée du candidat justifiant d'une capacité commerciale et financière adaptée, après signature d'un engagement de confidentialité et d'un cahier de charges)
--	--

Une *data room* a été constituée (accès après signature d'un engagement de confidentialité et d'un cahier des charges, justification de la capacité financière, justification des bénéficiaires effectifs et de l'intérêt du candidat), tout en garantissant la confidentialité de la procédure.

La date limite de dépôt des offres a été fixée au 18 juin 2026 à 12 H 00.

En outre, l'Administrateur Judiciaire a contacté directement une trentaine de cibles potentielles afin de favoriser l'étude de la *data room*.

L'Administrateur Judiciaire a été destinataire de plusieurs marques d'intérêt, mais n'a été destinataire d'aucune offre de reprise juridiquement recevable au sens de l'article L. 642-2 du Code de commerce à date du présent rapport.

Les marques d'intérêt peuvent être synthétisées comme suit :

■ SAS AUBERT et SAS SITOLLE

Total prix	45.000 €
Total salarié	6 sur 7
Reprise des droits acquis	Non précisée
Reprise financée	Partiellement
Conditions suspensives	Non précisées

▪ **Groupe DELACOUR**

Total prix	15.000 €
Total salarié	5 sur 7
Reprise des droits acquis	Non précisée
Reprise financée	Non précisée
Conditions suspensives	Non précisées

A l'aune du montant du passif qui sera déclaré, la direction de la société n'exclue pas la présentation d'un projet de plan de redressement.

8. Conclusion et avis de l'Administrateur Judiciaire

Le Tribunal de commerce de CHERBOURG a ouvert une procédure de Redressement Judiciaire au bénéfice de la société SARL LETOURNEUR DAVID par jugement en date du 27 avril 2026.

La période d'observation a été ouverte pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 27 octobre 2026.

L'article L. 631-15 du Code de commerce prévoit en son paragraphe I que :

« I.-Au plus tard au terme d'un délai de deux mois à compter du jugement d'ouverture, le tribunal ordonne la poursuite de la période d'observation s'il lui apparaît que le débiteur dispose à cette fin de capacités de financement suffisantes. [...] »

Le tribunal se prononce au vu d'un rapport, établi par l'Administrateur ou, lorsqu'il n'en a pas été désigné, par le débiteur. »

A ce stade de la période d'observation, la société SARL LETOURNEUR DAVID dispose, sous toutes réserves, d'une trésorerie suffisante à court terme pour faire face à ses échéances courantes selon les prévisions communiquées. Un point d'étape à l'aune du mois de septembre 2026 pourrait toutefois être opportun afin de s'assurer de l'évolution de la trésorerie et évoquer l'émergence d'éventuelles offres de reprise sérieuses, financées et juridiquement recevables.

CAEN, le 19 juin 2026

L'Administrateur Judiciaire

AJIRE Administrateurs judiciaires associés
15 Boulevard Bertrand
14000 CAEN
Tél : 02 31 06 04 55